



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Exposé présenté par Integrated Development Services, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant, qu'il communique conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social



Exposé

Introduction et contexte

Intercommunity Development Social Organization est une organisation non gouvernementale bénévole à but non lucratif, fondée en 2004 par des femmes et des jeunes épris de paix et respectueux de la loi, qui se consacre à la consolidation de la paix, à l'éducation, à la santé, à la promotion de la bonne gouvernance et de l'égalité des sexes en vue d'améliorer les conditions de vie des femmes, des jeunes, des enfants et autres groupes minoritaires vulnérables au Nigéria. Intercommunity Development Social Organization a été enregistrée pour la première fois en 2005 auprès de l'administration locale de Karu et, en 2011, auprès du gouvernement de l'Etat de Nasarawa sous le nom de Integrated Development Services. Le 20 avril 2013, elle est intégrée à la commission chargée des entreprises de la République fédérale du Nigéria et prend le nom de Integrated Development Services. A sa session de fond de juillet 2013, le Conseil économique et social a adopté la recommandation de la Commission sur les organisations non gouvernementales et a accordé à Integrated Development Services le statut consultatif spécial. L'organisation a déposé une demande auprès du Conseil pour changer sa dénomination, qui sera examinée en 2014.

L'organisation a pour mission de promouvoir les droits fondamentaux des femmes, des jeunes, des enfants et autres groupes minoritaires vulnérables par le biais d'activités de consolidation de la paix, de l'émancipation socioéconomique, de la santé, de l'éducation, et de la promotion de la démocratie et de l'égalité des sexes au Nigéria.

Nos activités et donateurs

1. Production en 2007 d'un programme national de documentaires sur le sort tragique des jeunes, des orphelins et autres enfants vulnérables, avec l'appui du ministère fédéral de la condition féminine et du développement social à Abuja.
2. Travaux de recherche, conception et production de supports stratégiques en matière de communication et de changement des comportements concernant le VIH/sida, distribués en 2009 à l'échelle nationale, grâce à des subventions du ministère fédéral de la condition féminine et du développement social.
3. Forage d'un puits d'utilité collective pour améliorer l'accès à l'eau potable et l'hygiène grâce à des activités d'entraide au sein de la communauté Kobusu (2011).
4. Mobilisation et formation de plus de 1 500 femmes et filles vulnérables en matière de compétences professionnelles pratiques et de fourniture d'un capital de départ par le biais de systèmes de crédit renouvelable, avec des subventions des États-Unis d'Amérique dans le cadre d'un projet spécial d'auto-assistance (2010-2011) et de l'African Women's Development Fund, Ghana (2013-2014).
5. Organisation d'ateliers et de séminaires au niveau national sur le développement de l'entrepreneuriat, l'accès au marché, les stratégies de collecte de fonds et de viabilité pour les femmes, les jeunes, les organisations de la société civile et autres secteurs informels en vue de compléter les efforts déployés par le gouvernement du Nigéria dans la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 et le programme Vision 20/2020 pour le Nigéria dans le territoire d'Abuja et les États de Plateau, Kaduna, Benue et Lagos, avec l'appui logistique et

technique du National Bureau of Statistics, du gouvernement de l'État de Plateau et du Yaba College of Technology Entrepreneurship Centre, Lagos (2009-2013).

6. Des programmes et des visites de sensibilisation et l'organisation d'un séminaire de trois jours à l'intention des militantes nigérianes du Nord pour améliorer leur capacité à participer à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix au Nigéria, avec une subvention et l'appui logistique de Urgent Action Fund Africa, Kenya et de la Commission nationale des droits de l'homme, Abuja, de février à juin 2013.

La situation des femmes au Nigéria

L'inégalité entre les sexes, présente à tous les niveaux de la société nigériane, prend différentes formes. Les pratiques discriminatoires sexistes et la violence à l'égard des femmes et des petites filles sont monnaie courante. La violence à l'égard des femmes est la forme la plus grave d'inégalité entre les sexes au Nigéria. Cette violence prend surtout la forme de pratiques traditionnelles préjudiciables pour les femmes. Certaines des pratiques traditionnelles courantes dans nos communautés sont notamment la mutilation des organes génitaux féminins, le mariage des enfants, les pratiques rituelles du veuvage, les tabous nutritionnels, la prostitution rituelle, la violence domestique et la liberté sexuelle pour les époux. Parmi les autres pratiques discriminatoires, on peut citer les systèmes traditionnels de propriété foncière et les régimes de succession, le manque d'accès au crédit, la préférence pour les garçons au sein de la famille, l'absence de participation à la prise de décision publique, la discrimination au sein du foyer et sur le lieu de travail, les législations discriminatoires, les pratiques religieuses discriminatoires, le viol, les coups et blessures volontaires, le trafic des femmes, les meurtres, les enlèvements et la prostitution contrainte.

Rôle des femmes dans la résolution des conflits au Nigéria

Les crises d'ordre sectaire au Nigéria, y compris celles touchant la sphère politique, religieuse, confessionnelle/éthique et le redoutable mouvement insurrectionnel Boko Haram, ont fait des milliers de morts et de personnes déplacées. La nature de ces conflits expose en outre les populations civiles, notamment les femmes et les enfants, à la violence, avec des conséquences qui sont plus visibles sur les femmes en raison du rôle qu'elles jouent dans la société. Cela étant, elles sont reléguées à l'arrière-plan lorsqu'il s'agit de négocier la paix et de faciliter la reconstruction de la société. Les mouvements de femmes pour la paix, partout dans le monde, font œuvre de pionner en mettant au point des stratégies, des organisations et des outils en faveur de la paix. Le manque d'accès à la prise de décision politique est l'obstacle majeur au rôle de bâtisseurs de la paix que jouent les femmes.

L'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, la toute première concernant les femmes, la paix et la sécurité, est le fruit d'une campagne internationale très réussie. La résolution demande instamment aux États membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de la prise de décision dans les institutions et mécanismes nationaux, régionaux et internationaux pour la prévention, la gestion et le règlement des différends. Boko Haram, une secte religieuse islamiste, depuis 2009, dirige des attaques de plus en plus violentes contre la police, des dignitaires religieux rivaux, des hommes

politiques et les institutions publiques. Pour certains experts, il s'agit avant tout d'un groupe menant une révolte armée contre la corruption persistante du gouvernement, les exactions commises par les forces de sécurité et le conflit entre le Nord musulman marginalisé et le Sud chrétien, aggravant les disparités économiques régionales dans un pays déjà exsangue. Selon eux, le gouvernement devrait se préoccuper davantage des problèmes auxquels se heurte le Nord musulman marginalisé. Pour autant, l'attentat à la bombe en août 2011 contre un bâtiment des Nations Unies à Abuja, dont est soupçonné Boko Haram, et ses liens avec des groupes terroristes régionaux annoncent peut-être un changement de cap et la réaction plus énergique de la communauté internationale qui a suivi rend plus difficile de traiter la question de la marginalisation du Nord.

Mohammad Yusuf, religieux islamiste radical, a officiellement créé Boko Haram en 2010, à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, situé dans le nord-est du pays. Ce groupe cherche à établir un État entièrement islamique au Nigéria, y compris la mise en place de juridictions pénales appliquant la charia dans l'ensemble du pays. En dialecte, « Boko Haram » veut dire « l'enseignement occidental est un péché », nom qui, d'après les experts, serait celui attribué par l'État. La secte se définit comme le « peuple voué à la propagation de l'enseignement du Prophète et du jihad ». D'après certains analystes, le mouvement est issu des émeutes du mouvement Maitatsine des années 80 et des tensions religieuses et ethniques qui ont suivi à la fin des années 90. Beaucoup de Nigériens croient que Yusuf rejette tout ce qui vient de l'Occident, mais certains soutiennent que Yusuf, fervent adepte de la technologie, serait pour que l'enseignement occidental « passe par l'étude de l'Islam », notamment en rejetant la théorie de l'évolution et les banques de type occidental.

Le groupe, avant 2009, ne cherchait pas à renverser par la force le gouvernement. Yusuf reprochait au Musulmans du Nord de participer à ce qu'il considérait être un État illégitime, non islamique, et plaidait en faveur du retrait. Toutefois, les violences entre Chrétiens et Musulmans et la brutalité dont a fait preuve le gouvernement, notamment les exactions policières généralisées, ont favorisé la radicalisation du groupe.

Les fidèles de Boko Haram, également appelés Yusuffiya, se composent pour l'essentiel de quelques centaines de jeunes Musulmans paupérisés du Nord, de religieux, d'étudiants et de professeurs d'université, dont la plupart sont au chômage. Quelques membres de l'élite du Nigéria en font peut-être également partie.

De tous les défis que fait peser l'insécurité au Nigéria, la menace que représente le mouvement insurrectionnel de Boko Haram dans les régions du Nord est de loin la plus grave. Pour un pays qui prétend vivre en paix, plus de 4 000 décès de Nigériens sont à déplorer en moins de deux ans, réduisant à néant les efforts du Gouvernement. Jusqu'à présent, personne, pas même les spécialistes de la sécurité, ne semble avoir la moindre idée de qui seraient les auteurs de la campagne sauvage et sanglante, dont plusieurs attentats suicides. Les suggestions émises sont au mieux des devinettes et au pire des idées absurdes dont les médias font leurs choux gras.

Renforcer la capacité des femmes à participer à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix au Nigéria contribuera à ratifier les procédures des normes internationales qui répriment la discrimination et l'inégalité entre les sexes. Au nombre de ces normes figurent la Déclaration universelle des droits de l'homme,

le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et l'engagement de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing, qui garantit que les femmes et les fillettes ont un accès égal à l'éducation, aux soins de santé, à un emploi et un travail décent et lutte contre les pratiques culturelles traditionnelles et les croyances qui prédominent dans la société nigériane.

Les droits des femmes en tant que droits humains sont effectivement essentiels au bien-être et au développement de la société. La violence et la discrimination sexistes et l'inégalité des sexes sont préjudiciables à l'existence humaine, à des relations saines et au développement. L'ignorance contribue à la discrimination sexiste et à la violation des droits.

L'organisation entend mettre au point des stratégies innovantes de renforcement des capacités pour fournir aux Nigérianes le savoir-faire et les compétences nécessaires leur permettant de jouer un véritable rôle et de faire office d'intermédiaire face au mouvement insurrectionnel de Boko Haram dans le nord du Nigéria et autres crises agitant le pays et de promouvoir le droit fondamental des femmes de participer au processus de consolidation de la paix.